

**Secrétariat général
pour les affaires régionales**



**ACCORD-CADRE RELATIF À LA MAINTENANCE PRÉVENTIVE ET
CORRECTIVE ET LA FOURNITURE D'ÉQUIPEMENTS DE LUTTE CONTRE
L'INCENDIE (ELI)
POUR LES SERVICES ET LES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS (EP) DE L'ÉTAT
EN RÉGION NOUVELLE-AQUITAINE**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Numéro de consultation : 2025-PFRANA-01

Procédure de passation : Appel d'offres ouvert

Table des matières

Article 1 - Objet de l'accord-cadre.....	4
Article 2 - Parties à l'accord-cadre.....	4
Article 3 - Allotissement.....	5
Article 4 - Forme et étendue de l'accord-cadre.....	5
Article 5 - Durée de l'accord-cadre.....	6
Article 6 - Prestations similaires.....	7
Article 7 - Clause de réexamen.....	7
Article 8 - Documents contractuels.....	7
Article 9 - Répartition des prestations.....	7
Article 10 - Émission et exécution des bons de commande.....	8
10.1 Bon de commande annuel de maintenance préventive et corrective.....	8
10.2 Bons de commande de maintenance corrective hors forfait et/ou fourniture.....	8
10.3 Contenu des bons de commande.....	8
Article 11 - Etablissement des devis.....	9
Article 12 - Représentation des parties.....	9
12.1 Représentation de l'acheteur.....	9
12.2 Représentation du titulaire.....	9
12.3 Remplacement des intervenants.....	9
Article 13 - Modalités d'exécution des prestations.....	10
13.1 Démarrage du marché.....	10
13.2 Audit et inventaire exhaustif.....	10
13.3 Les délais d'intervention pour dépannage.....	10
13.4 Revue de contrat.....	11
13.5 – Coefficient de peine et soins (CPS).....	11
13.6 - Ajout et retrait de sites et/ou d'équipements.....	11
13.6.1– Modification du recensement initial des sites, installations ou équipements.....	11
13.6.2– Ajout de sites/bâtiments ou d'équipements.....	11
13.6.3 – Retrait de sites/bâtiments ou équipements.....	11
Article 14 - Dérogation à l'exclusivité du titulaire.....	12
Article 15 - Obligations du titulaire.....	12
15.1 Obligation de conseil.....	12
15.2 Obligation d'information.....	12
15.3 Obligations de confidentialité.....	12
15.4 Obligations administratives.....	12
Article 16 - Clause environnementale et sociale / Plan de progrès.....	13
16.1 Clause environnementale.....	13
16.2 Clause sociale d'insertion.....	13
16.2.1 Dispositif d'accompagnement pour la mise en oeuvre de la clause sociale.....	13
16.2.2 Modalités de contrôle.....	13
16.3 Plan de progrès.....	14
Article 17 - Forme des prix.....	14
17.1 Forme des prix.....	14
17.2 Franchise.....	15
Article 18 - Contenu des prix.....	15
Article 19 - Révision des prix de l'accord-cadre.....	15
Article 20 - Sous traitance.....	16
Article 21 - Accès restreint à certains sites ou zones.....	17
21.1 Accès - Consignes.....	17
21.2 Contrôle nominatif.....	17

21.3 Contrôle des accès - Sites à sécurité accrue.....	17
21.4 Obligation de discrétion - Secret professionnel - Restriction de circulation.....	18
21.5 Sécurité des sites du Ministère de l'Intérieur et des sites pénitentiaires.....	18
Article 22 - Facturation.....	18
22.1 Versement d'une avance.....	18
22.2 Intérêts moratoires.....	18
22.3 Modalités de règlement des comptes.....	19
22.4 Facturation dématérialisée.....	19
22.5 Paiement direct des sous-traitants.....	20
22.6 Paiement des co-traitants.....	21
Article 23 - Pénalités.....	21
23.1 Pénalités pour retard d'intervention lors des opérations de maintenance préventive.....	21
23.2 Pénalités pour retard d'intervention et de rétablissement lors des opérations de maintenance corrective.....	21
23.3 Pénalités pour pour manquement aux obligations administratives du titulaire.....	21
23.3 Pénalités pour dépannage non-concluant.....	21
23.4 Pénalités pour non-respect des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L8221-5 du code du travail.....	22
23.5 Pénalités en cas de non-respect des obligations environnementales.....	22
Article 24 - Résiliations.....	22
Article 25 - Traitement des données à caractère personnel.....	22
25.1 Description du traitement de données à caractère personnel.....	23
25.2 Sous-traitance des activités de traitement (articles 28.2 et 28.4 du RGPD).....	23
Article 26 - Relations fournisseurs pour le règlement amiable des différends.....	23
Article 27 - Litiges et contentieux.....	24
Article 28 - Dérogations au CCAG FCS.....	24
ANNEXES.....	24

Article 1 - Objet de l'accord-cadre

L'accord-cadre a pour objet la fourniture et la maintenance des équipements de lutte contre l'incendie pour les services de l'État, hors ministère des armées, et certains de ses établissements publics cités en région Nouvelle-Aquitaine.

Le présent accord-cadre distingue d'une part, une prestation principale forfaitaire, destinée à assurer la couverture de la maintenance préventive des équipements déclenchée par un bon de commande annuel, et d'autre part, les prestations occasionnelles de maintenance corrective déclenchées par émission de bons de commande ponctuels.

Le titulaire s'engage à une obligation de résultat pour exécuter et contrôler toutes les prestations de l'accord cadre et de ses éventuels avenants.

Ces prestations sont décrites dans le CCTP.

L'accord-cadre porte sur des prestations de fournitures et de service.

Article 2 - Parties à l'accord-cadre

Le pouvoir adjudicateur est le préfet de la région Nouvelle-Aquitaine.

Le représentant du pouvoir adjudicateur (RPA), chargé de coordonner les besoins pour la passation de l'accord-cadre régional pour le compte des services de l'État en région Nouvelle-Aquitaine (services déconcentrés, services à compétence nationale, services délocalisés d'administration centrale), hors ministère des Armées, est le Secrétaire général pour les affaires régionales (SGAR) de Nouvelle-Aquitaine, assisté de la Plate-forme régionale des Achats (PFRA) du SGAR.

Le RPA est chargé de signer et de notifier l'accord-cadre, ainsi que les actes modificatifs intervenant en cours d'exécution de l'accord-cadre tels que, notamment, les avenants et les agréments de sous-traitants.

Le RPA est également seul compétent pour les décisions de résiliation de l'accord-cadre, dans les conditions énoncées aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

La plate-forme régionale des Achats de l'État (PFRA), désignée ci-après « l'acheteur », est le service du SGAR qui, par délégation, coordonne les besoins pour le compte des services et des établissements publics de l'État en Nouvelle-Aquitaine.

La PFRA est habilitée à recevoir les documents devant être adressés à la personne publique, et à fournir toutes informations administratives et techniques utiles à la mise en place de l'accord-cadre.

Les services et établissements publics de l'État membres du groupement, dits « services bénéficiaires », sont chargés de l'exécution (administrative, financière et technique) de l'accord-cadre pour leurs sites respectifs.

A ce titre, par dérogation à l'article 3.7.1 du CCAG-FCS, les autorités responsables des services bénéficiaires sont habilitées à passer des bons de commande.

Par dérogation aux articles 13, 14 et 30 du CCAG-FCS, les autorités responsables des services bénéficiaires sont également habilitées à prendre toutes décisions, au titre du ou des bons de commande émis, de nature à assurer la bonne exécution des prestations commandées telles que l'application ou l'exonération de pénalités, les mises en demeure, les prolongations de délais, ainsi que toute décision portant grief (ajournement, réception avec ou sans réfaction, rejet, résiliation de bon de commande).

Le service bénéficiaire est l'interlocuteur du titulaire, désigné par les services et les établissements publics de l'État coordonnés dans chacun des sites pour la gestion des bons de commande issus du présent accord-cadre.

Le **responsable de site** est le contact du prestataire pour les visites et interventions sur le site.

Le titulaire est l'opérateur économique qui conclut l'accord-cadre régional avec le préfet de la région Nouvelle-Aquitaine, et les bons de commande qui en découlent, avec les services bénéficiaires.

Le représentant du titulaire est la personne habilitée à le représenter pour toute question relative à l'exécution des prestations issues de l'accord-cadre, et des bons de commande.

Article 3 - Allotissement

Les prestations sont alloties de la manière suivante :

Lot	Intitulé du lot	Précisions
1	Charente (16)	
2	Charente-Maritime (17)	
3	Corrèze (19)	
4	Creuse (23)	
5	Dordogne (24)	
6	Gironde (33)	
7	Landes (40)	
8	Lot-et-Garonne (47)	
9	Pyrénées Atlantiques (64)	Arrondissement de Bayonne
10	Pyrénées Atlantiques (64)	Arrondissements de Pau et Oloron Sainte-Marie
11	Deux-Sèvres (79)	
12	Vienne (86)	
13	Haute-Vienne (87)	

Le présent document est commun à l'ensemble des lots.

Article 4 - Forme et étendue de l'accord-cadre

L'accord-cadre est mono-attributaire (un attributaire par lot) et exécuté par bons de commande.

L'accord-cadre est conclu sans minimum et avec un maximum fixé à 4 210 350 € HT pour l'ensemble des lots (1 à 13), sur la durée totale de l'accord-cadre, reconductions comprises.

N° lot	Intitulé du lot	Montant maximum sur la durée totale de l'accord- cadre
1	Charente (16)	290 600 euros HT
2	Charente-Maritime (17)	540 775 euros HT
3	Corrèze (19)	208 500 euros HT
4	Creuse (23)	135 300 euros HT
5	Dordogne (24)	324 825 euros HT
6	Gironde (33)	668 625 euros HT
7	Landes (40)	169 700 euros HT
8	Lot-et-Garonne (47)	213 775 euros HT
9	Pyrénées Atlantiques (64) Arrondissement de Bayonne	180 575 euros HT
10	Pyrénées Atlantiques (64) Arrondissements de Pau et Oloron Sainte-Marie	345 375 euros HT
11	Deux-Sèvres (79)	225 375 euros HT
12	Vienne (86)	429 100 euros HT
13	Haute-Vienne (87)	477 825 euros HT
Total		4 210 350 euros HT

À titre purement indicatif, le montant des commandes est estimé à 1 684 140 euros HT sur la durée totale de l'accord-cadre, décomposé comme suit :

N° lot	Intitulé du lot	Montant estimatif des commandes sur la durée totale de l'accord- cadre
1	Charente (16)	116 240 euros HT
2	Charente-Maritime (17)	216 310 euros HT
3	Corrèze (19)	83 400 euros HT
4	Creuse (23)	54 120 euros HT
5	Dordogne (24)	129 930 euros HT
6	Gironde (33)	267 450 euros HT
7	Landes (40)	67 880 euros HT
8	Lot-et-Garonne (47)	85 510 euros HT

9	Pyrénées Atlantiques (64) Arrondissement de Bayonne	72 230 euros HT
10	Pyrénées Atlantiques (64) Arrondissements de Pau et Oloron Sainte-Marie	138 150 euros HT
11	Deux-Sèvres (79)	90 150 euros HT
12	Vienne (86)	171 640 euros HT
13	Haute-Vienne (87)	191 130 euros HT
Total		1 684 140 euros HT

Article 5 - Durée de l'accord-cadre

Chaque lot de l'accord-cadre est conclu pour une durée initiale de 2 ans à compter de sa date de notification, reconductible deux fois pour une durée d'un an par tacite reconduction, soit une durée maximale de quatre ans.

Dans le cas d'une non reconduction, l'acheteur notifie sa décision au titulaire au plus tard 3 mois avant la fin de validité de l'accord-cadre.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre. Toutefois, l'exécution des bons de commande :

- forfaitaires (maintenance préventive et corrective) ne peut se prolonger au-delà du terme de l'accord-cadre ;
- ponctuels (maintenance corrective hors forfait et/ou fourniture) pourra dépasser le terme de l'accord-cadre éventuellement reconduit, mais devra être achevée dans le délai maximum de trois (3) mois après ce terme.

Article 6 - Prestations similaires

L'acheteur peut négocier avec le titulaire, sans publicité ni mise en concurrence préalables, un marché de prestations similaires dans les conditions prévues à l'article R.2122-7 du code de la commande publique.

Article 7 - Clause de réexamen

En application de l'art. R. 2194-1 du Code de la commande publique, le présent accord-cadre peut être modifié par voie d'avenant dans les cas suivants :

- disparition d'un indice ou d'un index figurant dans la clause de révision des prix ;
- évolution réglementaire ou technique affectant les équipements entretenus ou la mission confiée au titulaire en exécution du présent accord-cadre ;
- lorsque 90% du montant maximum d'un lot sont atteints. Le cas échéant, la modification à la hausse est limitée à 20% du montant maximum initial.

Article 8 - Documents contractuels

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont, par ordre de priorité décroissante

- l'acte d'engagement et son annexe financière ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP), et ses 3 annexes :
 - annexe 1 : Bilan annuel
 - annexe 2 : Plan de progrès
 - annexe 3 : conditions d'accès aux sites du ministère de l'intérieur (police, gendarmerie) et du ministère de la justice (administration pénitentiaire, justice judiciaire et protection de la jeunesse) ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), et ses annexes :
 - annexe 1 : recensement indicatif des sites et équipements concernés ;
 - annexe 2 : le cadre de réponse technique complété par le titulaire.
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-FCS) du 30 mars 2021 ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et les avenants postérieurs à la notification de l'accord- cadre .

Article 9 - Répartition des prestations

Pour chacun des lots, le présent accord-cadre comprend :

- une prestation forfaitaire annuelle de maintenance préventive et corrective

Cette prestation décrite à l'article 3.1 du CCTP intègre notamment la maintenance préventive qui comprend au minimum une visite annuelle et la maintenance corrective à concurrence de la franchise de 100 € par intervention assortie de délais d'intervention et rétablissement (article 13.3 du CCAP).

- une prestation occasionnelle de maintenance corrective hors forfait et de fourniture

Lorsque les prestations de maintenance corrective ne sont pas prises en compte au titre de la prestation forfaitaire annuelle en raison de leur coût supérieur à la franchise de 100€ HT par intervention, la prestation donne lieu à l'émission d'un bon de commande ponctuel.

Article 10 - Émission et exécution des bons de commande

Les prestations sont réalisées par l'émission de bons de commande, sur la base des prix indiqués dans l'annexe à l'AE.

Les bons de commande sont notifiés par tout moyen permettant d'en accuser date de réception certaine.

10.1 Bon de commande annuel de maintenance préventive et corrective

La maintenance préventive et corrective est déclenchée par l'émission d'un bon de commande annuel.

Ce bon de commande annuel intègre l'ensemble des prestations prévues au cours d'une année civile, établi d'après l'annexe financière à l'acte d'engagement (BPU), au regard des quantités réelles des équipements à prendre en charge. Sa notification vaut début d'exécution des prestations.

L'émission des bons de commande pour les prestations de maintenance préventive et corrective est effectuée comme suit :

- la première année, les bons de commande couvrent la période allant de la date de notification du bon de commande au 31/12 et les prestations sont facturées seulement si la visite a été effectuée;

- les années intermédiaires, les bons de commande couvrent la période allant du 01/01 au 31/12 et leur montant correspond aux prix annuels forfaitaires ;
- l'année d'échéance de l'accord-cadre, les bons de commande couvrent la période allant du 01/01 à la date d'échéance de l'accord-cadre et les prestations sont facturées seulement si la visite a été effectuée ;

10.2 Bons de commande de maintenance corrective hors forfait et/ou fourniture

La maintenance corrective est incluse dans le forfait de maintenance préventive, à hauteur de la franchise (100 euros HT). Les prestations de maintenance corrective dépassant la franchise d'intervention font l'objet d'un bon de commande spécifique à la survenance du besoin.

Les bons de commande relatifs aux prestations de maintenance correctives sont établis sur la base du bordereau des prix annexé à l'acte d'engagement.

10.3 Contenu des bons de commande

Chaque bon de commande précise notamment :

- le numéro du bon de commande (correspondant au numéro de l'engagement juridique nécessaire pour la transmission de la facture) ;
- la date d'émission du bon de commande ;
- le numéro d'engagement juridique de l'accord-cadre ;
- le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement) ;
- la désignation et la quantité des prestations commandées ;
- le prix correspondant hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC) ;
- le montant total (HT et TTC) du bon de commande ;
- le site et les équipements concernés ;
- la référence de l'UO choisie ou le n° du devis ;
- les dates de début et de fin d'exécution du bon de commande ;
- toutes mentions particulières le cas échéant.

Article 11 - Etablissement des devis

Les prestations de maintenance corrective dépassant le montant de la franchise d'intervention font l'objet d'un devis établi sur la base du bordereau des prix définis dans l'annexe financière à l'acte d'engagement.

Le devis doit mentionner l'ensemble des prestations, pièces et ingrédients, en tenant compte de **la franchise d'intervention telle que prévue à l'article 17.2 du présent CCAP, qui sera déduite du montant total.**

Un devis concernant une prestation corrective doit être édité sous 72 heures, suite à l'intervention de dépannage ou à la demande écrite du responsable de site.

Le délai de réalisation des prestations de maintenance corrective doit être indiqué dans le devis ; il ne peut excéder 3 mois à compter de l'émission du bon de commande.

Le coût de l'établissement d'un devis est compris dans les prestations dues par le titulaire au titre de l'accord-cadre et l'absence d'acceptation d'un devis ne donne pas lieu à indemnisation.

Le devis proposé doit faire mention :

- du nom de l'accord-cadre et du lot concerné ;
- du numéro d'engagement juridique (EJ) du lot concerné ;
- des prix unitaires du bordereau de prix ;
- la date du devis ;
- la désignation et l'adresse du service bénéficiaire des prestations ;
- les équipements concernés ;
- le délai d'exécution des prestations ;
- la date de début d'exécution des prestations ;

- la date de fin d'exécution des prestations ;
- le prix correspondant hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC) ;
- le montant total du devis ;
- les lieux d'exécution des prestations.

Article 12 - Représentation des parties

12.1 Représentation de l'acheteur

Un interlocuteur désigné par l'acheteur est chargé du suivi de l'exécution des prestations. Il est désigné lors de la notification de l'accord-cadre. L'acheteur notifie toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

12.2 Représentation du titulaire

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

Ces interlocuteurs sont désignés à la notification du marché.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution de l'accord-cadre. Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

12.3 Remplacement des intervenants

Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire.

De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le remplaçant est soumis à l'approbation de l'acheteur. Tout refus sera motivé.

Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans le délai de 15 jours à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

Article 13 - Modalités d'exécution des prestations

13.1 Démarrage du marché

Après notification de l'accord cadre, les titulaires des différents lots seront convoqués à une réunion de lancement du marché. Le but est de faciliter l'exécution de l'accord cadre, en vérifiant que les points essentiels sont connus et bien compris des parties, notamment les contacts, la durée, les caractéristiques des prestations, les modalités de passation des commandes et avenants, de réalisation des devis, obligations, délais, gestion de la facturation, des révisions de prix...

13.2 Audit et inventaire exhaustif

L'inventaire d'entrée du matériel fait l'objet d'un recensement indicatif, joint en annexe 1 du CCTP.

Le titulaire dispose d'un délai maximum de 10 semaines à compter de la notification du bon de commande annuel de maintenance préventive, pour ajuster le recensement du matériel et transmettre au responsable de site :

- en actualisant/complétant la liste exhaustive vérifiée et actualisée des équipements présents sur ce site (type des matériels, marque, nombre, caractéristiques techniques) ;

- le planning prévisionnel des visites de maintenance préventive.

D'autre part, est soumise au même délai de 10 semaines à compter de la réception du bon de commande annuel de maintenance préventive, la réalisation par le titulaire de :

- la prise en charge des installations ;
- la rédaction d'un procès-verbal détaillant l'état des lieux des matériels et équipements du site.

Ce procès-verbal est dressé de façon contradictoire en présence du responsable de site ou de son représentant. Il indique la date, les noms et qualité des participants à la visite de prise en charge.

Accompagné de la liste exhaustive des équipements et signé des deux parties, ce procès-verbal est remis à chaque responsable de site. Il doit être intégré au classeur de maintenance.

Dans le délai de 6 mois avant le terme du marché, le titulaire mettra à jour l'inventaire et le dernier rapport annuel, et les transmettra au responsable de site.

Connaissance des lieux et des installations :

Suite à cet inventaire exhaustif de départ validé par l'administration, ou à défaut de réalisation de cette prise en charge dans le délai imparti signalant les équipements en panne ou hors service, le titulaire ne pourra pas arguer d'erreurs ou d'omissions au présent marché, ni de l'état des équipements et installations pour ne pas assurer sa prestation, partiellement ou en totalité, dans le cadre défini par le présent marché.

Tout le personnel intervenant devra avoir connaissance des installations et équipements présents.

Lors de ses interventions, le titulaire peut, s'il le souhaite et dans la mesure du possible, être accompagné par le responsable de site pour obtenir les explications et renseignements dont il aurait besoin.

13.3 Les délais d'intervention pour dépannage

Tous les délais ont pour origine l'heure de l'appel du service bénéficiaire ou l'heure de l'accusé réception du courriel par le service d'astreinte. Les heures ouvrées sont définies de 8 heures à 18 heures, du lundi au vendredi, hors jours fériés.

Les délais contractuels sont définis comme suit :

	Délai entre appel et arrivée sur site du technicien (HNO non comptées)	Délai entre appel et remise en service, a minima en mode dégradé (HNO non comptées) pour un dépannage dans le cadre de la franchise d'intervention (100€ HT)
Lots 1 à 13 Jours ouvrés (8h - 18h)	Le jour ouvré contigu à la demande en heures ouvrables	24 heures maxi (HO), à réception de la demande

13.4 Revue de contrat

Une revue de contrat annuelle est prévue à la date anniversaire de l'accord-cadre.

Lorsque les conditions d'exécution sont très favorables, cette revue annuelle peut être réalisée par entretien téléphonique. Lorsque les conditions ne se font pas sans difficultés, cette revue de contrat a lieu dans les locaux du SGAR à Bordeaux.

Dès qu'il en a été convié, le titulaire devra transmettre par mail à la PFRA, au moins 72 h avant la revue, le bilan annuel du marché pour l'année écoulée en complétant le tableau bilan annuel (CCAP annexe 1).

13.5 – Coefficient de peine et soins (CPS)

Le CPS est le taux maximum applicable sur les prix des pièces non comprises dans l'annexe 2 à l'acte d'engagement.

Il s'applique au prix d'achat net auprès d'un fournisseur tiers. Il ne s'applique pas dans le cas où le titulaire se fournit auprès de sa propre centrale d'achat.

Le service bénéficiaire se réserve la possibilité de demander au titulaire la transmission de la copie des factures de son (ou de ses) fournisseur(s). Cette copie est à fournir obligatoirement pour toute pièce d'un montant supérieur ou égale à 600 € HT.

Le CPS n'est pas concerné par la révision des prix.

13.6 - Ajout et retrait de sites et/ou d'équipements

13.6.1– Modification du recensement initial des sites, installations ou équipements

À titre indicatif et non exhaustif, l'annexe 1 au CCTP du présent accord-cadre précise l'adresse des différents sites et les équipements sur lesquels s'exécutent les prestations.

Le titulaire de l'accord-cadre ne peut s'opposer :

- à l'ajout ou retrait de sites et/ou de bâtiments ;
- à l'ajout, modification ou retrait d'équipements recensés dans cette annexe. La mise à jour de la liste ne doit pas entraîner de modification des tarifications unitaires.

13.6.2– Ajout de sites/bâtiments ou d'équipements

Le service bénéficiaire doit signaler au titulaire de l'accord-cadre les sites, bâtiments ou équipements non recensés dans l'inventaire initial (remplacement de l'installation, adjonction ou remplacement d'équipements). Le titulaire doit prendre en charge les équipements des nouveaux sites ou les nouveaux équipements, dans les conditions énoncées au présent CCAP.

Le responsable du service bénéficiaire signale au titulaire toute modification des installations existantes (remplacement de l'installation, adjonction ou remplacement d'équipements par rapport à l'inventaire de départ).

La facturation est établie en conséquence, sur la base d'un bon de commande rectificatif sur la période considérée pour le nouveau site ou bâtiment ou équipement.

13.6.3 – Retrait de sites/bâtiments ou équipements

Le service bénéficiaire doit signaler par ordre de service au titulaire toute fermeture de site ou retrait d'équipements.

Le titulaire est dégagé de ses obligations vis-à-vis de ce site ou équipement à compter de la notification de l'ordre de service.

Les prestations annuelles relatives aux sites, bâtiments ou équipements retirés sont facturées au prorata de la période écoulée avant retrait. Le forfait n'est pas dû si aucune visite n'a eu lieu avant le retrait de site, bâtiment ou équipement.

Article 14 - Dérogation à l'exclusivité du titulaire

Pour les prestations occasionnelles, le titulaire peut être mis en concurrence :

- lorsque le délai de remise de devis, tel que prévu à l'article 11 du présent CCAP, est dépassé ;
- lorsque la date de démarrage ou le délai de réalisation des prestations est dépassé ;
- lorsque le montant d'un devis n'est pas cohérent avec les prix moyens observés sur le marché économique ou n'est pas en concordance avec les lignes au BPU.

Sous ces conditions, et sur la base du descriptif précis des prestations demandées au titulaire et reprises dans son devis, les services peuvent solliciter des devis auprès de deux autres prestataires.

Après analyse, si le devis du titulaire reste plus élevé, ils devront se rapprocher de lui pour demander une justification des écarts assorties ou non d'une contre-proposition. En cas de non-réponse ou à défaut d'amélioration de la proposition, les services pourront contracter avec la société mieux disante.

Dans ce cas, le titulaire sera informé des raisons, et devra néanmoins participer aux opérations de réception pour la maintenance ultérieure.

Article 15 - Obligations du titulaire

15.1 Obligation de conseil

En vertu de son obligation de conseil, le titulaire s'engage également à inciter, recommander et préconiser des solutions adaptées aux besoins du bénéficiaire.

Le titulaire a un devoir de conseil (ou d'alerte) s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dysfonctionnements, dangers potentiels ou risques juridiques au titre de ses prestations.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

15.2 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler au service bénéficiaire et à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

15.3 Obligations de confidentialité

Tout renseignement, de quelque nature qu'il soit, concernant les activités, l'organisation ou toute autre information relative aux services dont le titulaire peut avoir connaissance lors de l'exécution de l'accord-cadre, est et doit rester confidentiel et ne peut être divulgué.

Le titulaire met en œuvre les moyens appropriés pour garder confidentiels les documents, informations et objets auxquels il a accès dans le cadre du présent marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces documents, informations ou objets ne peuvent en aucun cas être divulgués, publiés, communiqués à des tiers, sans autorisation expresse du pouvoir adjudicateur, ou être utilisés directement par le titulaire en dehors du présent marché ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire fait respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel et, le cas échéant, à ses sous-traitants et fournisseurs.

15.4 Obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au service bénéficiaire et à l'acheteur, les modifications survenant en cours d'exécution. En cas de manquement, le service bénéficiaire ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire via la plate-forme en ligne, mise à disposition gratuitement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com/fr>, ou par tout autre moyen communiqué par la PFRA.

Le titulaire sera informé de toute évolution concernant la transmission desdits documents en cours d'exécution du présent accord-cadre. Le titulaire devra alors se conformer à ces évolutions le cas échéant.

Si le titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire, préalablement au début du détachement, les documents justifiant de la régularité de ses obligations au regard de l'article L.1262-2-1 du code du travail.

16.1 Clause environnementale

Le présent accord-cadre intègre des considérations environnementales décrites à l'article 13 du CCTP.

16.2 Clause sociale d'insertion

Dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, il est fait application des dispositions des articles L.2111-1 et L.2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans ce marché public une clause sociale d'insertion obligatoire.

Le titulaire devra participer à une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Cette clause oblige l'entreprise de la façon suivante :

- A la demande du maître d'ouvrage, le titulaire devra participer activement à des réunions, forums, expositions, colloques (ou toute autre forme de présentation ou d'échange avec du public) portant sur l'emploi et l'insertion (axe social du Développement Durable). Le titulaire devra présenter les métiers présents en son sein.
- La mobilisation sur ces actions sera subordonnée à une demande écrite du maître d'ouvrage ou du facilitateur mentionné à l'article 16.1 ci-dessous, et ne pourra se dérouler physiquement que sur le territoire de la Nouvelle Aquitaine.
- Il ne pourra pas être demandé plus d'une intervention par année civile.

16.2.1 Dispositif d'accompagnement pour la mise en oeuvre de la clause sociale

Afin de faciliter la mise en œuvre des clauses d'insertion, a été mis en place un dispositif d'accompagnement qui peut être sollicité en prenant l'attache du facilitateur :

MEF du Thouarsais
M. Frédéric Mangeant
7 rue Anne Desrays – 79100 Thouars
Tél. : 07 77 94 03 35
Courriel : frederic.mangeant@thouars-communaute.fr

16.2.2 Modalités de contrôle

Il sera procédé au contrôle des actions pour lesquelles le titulaire du marché s'est engagé. Pour cela, lors de ses participations aux actions demandées, l'attributaire devra signer les feuilles de présence mises à disposition par l'organisateur et qui seront transmises au facilitateur. Celui-ci pourra également se déplacer sur les lieux des actions (forums, colloques...) afin de constater la présence et l'activité de l'attributaire.

En complément de cette transmission d'informations et pendant l'exécution du marché, le maître d'ouvrage peut, à tout moment, décider de faire un point d'étape sur le suivi de la clause avec l'entreprise attributaire. L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application des pénalités prévues à l'article 23 du CCAP.

A l'issue de l'exécution du marché, lors de la réunion préalable à la réception des prestations, il peut être procédé, de façon contradictoire, au bilan de l'exécution de l'action d'insertion.

Si le titulaire rencontre des difficultés pour assurer son engagement, il en informe le plus rapidement possible par écrit le facilitateur mentionné ci-dessus, qui étudiera avec lui les moyens à mettre en œuvre. Dans le cas de difficultés qui entraînent ou ont entraîné le recours à des licenciements économiques, à de l'activité partielle ou à l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, le pouvoir adjudicateur pourra annuler l'exécution de la clause sociale.

16.3 Plan de progrès

À la date anniversaire du présent marché, le titulaire présentera à l'acheteur un projet détaillant les objectifs qu'il est en mesure d'atteindre, les actions et les ressources nécessaires afin d'élaborer conjointement un plan de progrès permettant la réalisation des axes de progrès ciblés.

Ce plan d'actions précisera également les rôles et responsabilités des acteurs, les modalités de pilotage et d'évaluation.

L'annexe 2 du CCAP détaille les modalités de mise en oeuvre de ce plan de progrès.

Article 17 - Forme des prix

17.1 Forme des prix

L'accord-cadre est :

- pour partie à prix forfaitaires par équipement pour la maintenance annuelle préventive et corrective, selon les prix fixés dans l'annexe 1 à l'acte d'engagement ;
- pour partie à prix unitaires pour la maintenance corrective hors forfait et la fourniture, selon les prix fixés en annexe 2 et 3 à l'acte d'engagement.

Les prix unitaires et forfaitaires sont libellés en euros hors TVA, le taux de la TVA applicable étant celui en vigueur lors de la période d'exécution de la prestation.

Les prix sont fermes jusqu'au 31 décembre de l'année de notification de l'accord-cadre.

Pour les prestations non répertoriées au bordereau de prix, les prix seront établis à partir des tarifs horaires, fixés à l'annexe 3 de l'acte d'engagement.

Les prix de fournitures seront établis comme suit:

- soit par l'application d'un rabais sur les tarifs catalogues fabricants (tarifs publics),
- soit par l'application d'un coefficient de peine et soins (CPS) sur les tarifs catalogues revendeurs.

Le rabais et le CPS sont indiqués dans l'annexe 3 de l'acte d'engagement.

La durée de la garantie pour chaque achat de matériel neuf via ce bordereau de prix est de deux (2) ans.

La personne publique pourra demander au prestataire les justificatifs du prix des fournitures : soit un prix catalogue, soit une facture de son fournisseur. Le tarif le plus favorable à l'administration sera retenu.

17.2 Franchise

Une franchise est prévue dans le cadre du forfait de maintenance préventive et corrective d'un montant de 100€ HT.

La franchise d'intervention est applicable une fois par intervention, dans le cadre de la maintenance corrective hors forfait, et concerne uniquement les pièces nécessaires à la réparation ou au remplacement suite à une panne du matériel.

Ainsi, le renouvellement du matériel (hors cas de panne) constitue de la fourniture d'équipements et ne fera pas l'objet d'une franchise.

Article 18 - Contenu des prix

Les prix forfaitaires et unitaires figurent dans les annexes financières de l'acte d'engagement.

Les remises prévues à l'annexe financière n°3 de l'acte d'engagement, consenties par le titulaire sont appliquées sur ces prix publics pour toute la durée de l'accord-cadre, reconductions comprises.

Les prix fixés aux annexes financières n°1 et 2 de l'acte d'engagement sont réputés inclure :

- les frais afférents à la réalisation des prestations, ainsi que les frais de déplacement et d'hébergement des interventions liées aux prestations sur site ;
- tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations ;
- la fourniture des catalogues des tarifs sous le format défini en commun avec l'acheteur ;
- le suivi contractuel ;
- la mise en oeuvre et l'exploitation des moyens de télécommunications lui permettant l'accès sécurisé au site de développement et les coûts de communication entre son site et ceux de l'acheteur ;
- l'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu même de l'exécution des prestations, y compris les conditions d'exploitation et d'accès des différents lieux d'enlèvement et de livraison. A ce titre, le titulaire ne peut prétendre à aucun supplément de prix, ni à aucune indemnité ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations ;
- la livraison des produits franco de port, d'emballage, de manutention, d'assurances, de stockage, de transport et de déchargement jusqu'au lieu de livraison. Aucun emballage n'est facturé. Toutes les livraisons sont effectuées en « emballage perdu » ou récupérable.

Pour les prestations hors BPU, les devis proposés doivent comprendre :

- le taux horaire de main d'oeuvre (annexe financière n°3) et le détail du volume horaire (nombre d'heures, nombre d'intervenants) nécessaire à la prestation ;
- le forfait de déplacement sur site (annexe financière n°3) ;
- le prix d'achat net fournisseur de la pièce (avec transmission obligatoire de la facture fournisseur pour toute pièce d'un montant supérieur ou égal à 600 € HT) ;
- le coefficient de peines et soins (CPS) applicable au prix d'achat net fournisseur (annexe financière n°3) ;
- le rabais applicable sur le prix des fournitures (annexe financière n°3).

Article 19 - Révision des prix de l'accord-cadre

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M_0 correspondant au mois de la date limite de remise des offres.

Les prix sont révisés par l'application aux prix du marché de la formule suivante:

$$P = P_{N0} \times (0,80 (ICHT-IME_N / ICHT-IME_{N0}) + 0,20 (FSD1_N / FSD1_{N0}))$$

dans laquelle :

P_N = prix révisé, à appliquer pour la période annuelle N

P_0 = prix initial indiqué à l'acte d'engagement et son annexe financière réputé établi sur la base des conditions économiques du mois « zéro »

$ICHT-IME_{N0}$ = valeur de l'indice "salaire mensuels de base de l'ensemble des salariés – activité Industries mécaniques et électriques " (identifiant : 010562734)" correspondant à la dernière valeur publiée au « mois zéro ».

$ICHT-IME_N$ = valeur de l'indice "salaire mensuels de base de l'ensemble des salariés Industries mécaniques et électriques (identifiant : 010562734)" correspondant à la dernière valeur publiée au 1er janvier de l'année de révision.

$FSD1_{N0}$ = indice des frais et services divers (FSD1) publié au mois « zéro », Source : <https://services.lemoniteur.fr/indices-index/331b16ff-ac70-4af2-9a4a-a4e380d369b6>

FSD1_N = indice des frais et services divers (FSD1) publié au mois de révision, Source : <https://services.lemoniteur.fr/indices-index/331b16ff-ac70-4af2-9a4a-a4e380d369b6>"

Le calcul de la formule de révision de prix sera établi par l'administration (PFRA Nouvelle-Aquitaine).

Le prix de règlement ainsi déterminé reste fixe entre chaque révision.

Lors de la mise en oeuvre de la formule de révision des prix, les calculs intermédiaires et finaux sont effectués avec au maximum quatre décimales. Pour chacun de ces calculs, les arrondis sont traités de la façon suivante :

- si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Périodicité de révision des prix :

La première révision interviendra au mois de janvier suivant la notification de l'accord-cadre (soit le 01/01/2026). La révision des prix sera ensuite effectuée une fois par an, au mois de janvier.

Seuil de déclenchement de la révision :

La révision de prix ne s'applique que dans la mesure où la variation par rapport au prix initial est supérieure ou égale à 1 % (à la hausse comme à la baisse). Si le seuil de 1 % n'est pas atteint, la révision de prix n'est pas appliquée.

Article 20 - Sous traitance

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur. L'entreprise sous-traitante doit obligatoirement être acceptée préalablement à son intervention et ses conditions de paiement agréées par l'acheteur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de soustraitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagées, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité) il est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

Article 21 - Accès restreint à certains sites ou zones

Toutes les indications utiles à la sécurité et à la protection du site pendant la préparation et la réalisation des prestations peuvent être annexées au bon de commande.

Selon le cas, avant le début d'exécution des prestations, le maître d'ouvrage peut demander la production d'un extrait n°3 de casier judiciaire datant de moins de 6 mois.

Pour les sites qui relèvent de mesures de sécurité et notamment pour les zones relevant de la protection du secret de la Défense nationale, les dispositions ci-après s'appliquent. En conséquence, le titulaire se conforme aux stipulations de l'article 5.3 du CCAG-FCS.

21.1 Accès - Consignes

Au cours de son intervention sur l'ensemble des sites, le personnel du titulaire est assujéti aux règles d'accès et de sécurité précisées en annexe 3 au CCAP.

Au minimum 8 jours avant la première intervention, le prestataire doit fournir la liste des données relatives aux intervenants, pour les habilitier.

Pour chaque personnel, cette liste doit comporter les références de la carte d'identité, ou carte de séjour pour les étrangers avec copies du titre de travail (article R620-3 du code du travail, introduit par décret n°86.524 du 13/03/1986). Tout étranger titulaire d'un titre de travail périmé sera exclu du site.

Pour certains établissements, le gestionnaire de site peut remettre au titulaire un jeu de clés et badges permettant l'accès aux locaux contenant les équipements à maintenir.

A la fin du présent accord-cadre, le titulaire restitue les badges et les clés au gestionnaire, y compris les doubles et/ou copies qu'il aurait pu réaliser.

Si la perte ou le vol d'une clé impose le remplacement d'un ensemble de fermetures pour raison de sécurité, le représentant du pouvoir adjudicateur peut demander au titulaire le remboursement des frais occasionnés par le remplacement de ces dispositifs de fermeture.

21.2 Contrôle nominatif

Une liste nominative des personnels intervenant dans les locaux doit être établie et fournie par le titulaire.

Le titulaire doit certifier que l'ensemble du personnel qu'il emploie est en règle au regard des dispositions légales et réglementaires relatives à la main-d'œuvre.

Le titulaire s'engage à tenir à jour cette liste nominative.

21.3 Contrôle des accès - Sites à sécurité accrue

Tout le personnel de l'entreprise doit être muni :

- d'un laissez-passer avec photographie ;
- et de sa carte d'identité ou titre de travail pour les ouvriers étrangers.

Des contrôles inopinés de corrélation avec le registre unique du personnel sont susceptibles d'être effectués à tout moment. Les laissez-passer devront être restitués en fin de marché.

A réception d'un bon de commande, l'entreprise fournit au maître d'ouvrage la liste des véhicules privés éventuellement appelés à stationner dans l'enceinte du site de réalisation des prestations.

21.4 Obligation de discrétion - Secret professionnel - Restriction de circulation

Si les impératifs de sécurité d'un service bénéficiaire l'exigent, l'accès à certains locaux d'un ou plusieurs personnels du titulaire peut être refusé.

Le titulaire s'engage :

- à garder strictement confidentielles toutes les informations portées à sa connaissance lors de l'exécution du présent accord-cadre ;
- à ne pas communiquer, en France et à l'étranger, sous quelque forme que ce soit, les renseignements recueillis pendant l'exécution des prestations
- à faire respecter cette obligation à son personnel et, le cas échéant, à ses co-traitants et sous-traitants.

D'une façon générale, le personnel du titulaire est tenu à la plus entière discrétion pour tout ce qui concerne le service bénéficiaire, tant vis-à-vis du personnel que de tiers, y compris après l'échéance du contrat.

Pour les sites à accès restreint, les dispositions de l'annexe 3 au CCAP seront strictement respectées.

21.5 Sécurité des sites du Ministère de l'Intérieur et des sites pénitentiaires

Pour les prestations réalisées sur les sites :

- du Ministère de l'Intérieur (hors Gendarmerie Nationale) ;
- de la Gendarmerie Nationale ;
- de l'administration pénitentiaire (ministère de la Justice) ;

le titulaire se conforme impérativement aux stipulations de l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Préalablement à la signature de l'acte d'engagement, l'attributaire doit avoir consulté l'annexe 3 au CCAP, détaillant les conditions d'accès dans les services du ministère de l'intérieur et de l'administration pénitentiaire.

Il est donc réputé connaître toutes les conditions de sécurité et d'accès propres aux sites mentionnés ci-dessus.

De ce fait, il renonce à faire ultérieurement état de difficultés provenant des contraintes de sécurité relatives à ces sites pour modifier la nature ou le montant de ses prestations.

Article 22 - Facturation

Le mode de règlement est le virement par mandat administratif.

Seuls peuvent être réglés les prestations ayant fait l'objet d'un bon de commande.

22.1 Versement d'une avance

Une avance est versée sous réserve du respect des 2 conditions cumulatives suivantes, en application de l'article R.2191-3 du Code de la Commande Publique :

- . montant du bon de commande supérieur ou égal à 50 000€ HT ;
- . durée d'exécution du bon de commande supérieur ou égale à 2 mois.

Il ne sera pas versé d'avance, en l'absence de réalisation de ces conditions.

22.2 Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du Code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours maximum pour l'Etat et ses établissements publics par l'article R.2192-10 du Code de la commande publique. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2192-12 et suivants du Code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du Code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenue de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

22.3 Modalités de règlement des comptes

Par dérogation à l'article 11.2 du CCAG-FCS, la périodicité du versement des acomptes est fixée à 3 mois. Toutefois et conformément à l'article R 2191-22 du CCP, lorsque le titulaire du marché est une petite ou moyenne entreprise ou un artisan au sens de l'article R. 2151-13 du même code, une société coopérative de production, un groupement de producteurs agricoles, une société coopérative d'artisans, une société coopérative d'artistes ou une entreprise adaptée, la périodicité du versement des acomptes est ramenée à un mois pour les marchés de prestations de services.

Les projets de décompte du titulaire doivent être établis en euros.

Si le service prescripteur :

- accepte le décompte établi par le titulaire, il fait procéder à son mandatement. Le montant à régler est alors notifié au titulaire.

- conteste tout ou partie du décompte, il fait valoir au titulaire les points de litige (pénalités, primes, réfections imposées) par tous moyens : courrier électronique, lettre recommandée avec AR, télécopie.

En cas de contestation, le silence gardé par une partie pendant un délai de quinze jours calendaires à compter de la notification d'une contestation ou d'une réplique vaut acceptation par cette partie de la contestation ou de la réplique.

Outre les mentions légales, les projets de décompte ou factures comprennent notamment les indications suivantes :

- le numéro de l'accord-cadre et le numéro d'engagement juridique Chorus, ou le numéro de bon de commande pour les établissements et opérateurs de l'État n'utilisant pas Chorus ;
- la désignation du service pour lequel les prestations sont réalisées ;
- l'adresse précise du site concerné par les prestations ;
- les prestations effectuées (descriptif sommaire des prestations selon devis) ;
- le montant total HT ;
- le taux de TVA ;
- le montant total TTC.

Les frais de facturation sont inclus dans les prix.

22.4 Facturation dématérialisée

Les factures sont transmises de façon dématérialisée. Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission.

Préalables techniques et réglementaires

Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/nousContacter?execution=e3s1/rubrique> « nous contacter »

1 - Mode portail

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet, en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> pour :

- soit déposer ses factures sur le portail ;
- soit saisir directement ses factures.

2 - Mode service ou API (Application Programming Interface)

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro :

- dépôt ou saisie de factures ;
- suivi du traitement des factures ;

- adjonction et téléchargement de pièces complémentaires ;
- etc.

3 - Mode EDI (Echange de Données Informatisées)

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée, ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier.

Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs.

L'émetteur de facture adresse ses flux :

- soit directement à Chorus Pro ;
- soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation.

Les renseignements utiles pour déposer une facture libellée au nom du service indiqué dans le bon de commande sont les suivants. Dans le bloc « MOE » et le bloc « Destinataire » :

- n° SIRET : indiqué dans le bon de commande
- Code service exécutant : indiqué dans le bon de commande.
- Ces données figurent dans l'adresse de facturation du bon de commande.

22.5 Paiement direct des sous-traitants

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, provoquant obligatoirement le paiement direct au sous-traitant des prestations d'un montant supérieur à 600 € TTC.

Le sous-traitant doit obligatoirement être accepté et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur du marché, préalablement à l'exécution de ses prestations.

Modalités de paiement direct :

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part au sous-traitant, et d'autre part au pouvoir adjudicateur.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur, accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le pouvoir adjudicateur procède au paiement du sous-traitant dans le délai global de paiement fixé ci-dessus, compté à partir :

- de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé,
- ou de l'expiration du délai mentionné au deuxième alinéa si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus,
- ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième alinéa.

Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au pouvoir adjudicateur une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité. Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne peut pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent accord-cadre, empiète sur le montant sous-traité.

22.6 Paiement des co-traitants

Dans le cas d'un groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations, selon la répartition figurant à l'acte d'engagement.

Dans le cas d'un groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

Article 23 - Pénalités

Le présent article déroge à l'intégralité de l'article 14 du CCAG-FCS, pour l'ensemble des dispositions de ce dernier, telles que déclinées aux articles 14-1-1 à 14-2-5.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités d'un montant total inférieur à 1 000 € HT pour l'ensemble du marché.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard peut excéder 10 % du montant total hors taxes du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation d'un retard par le service bénéficiaire, sans procédure contradictoire.

23.1 Pénalités pour retard d'intervention lors des opérations de maintenance préventive

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, tout retard, par rapport au planning d'intervention annuel qui aura été arrêté entre le responsable de site et le titulaire, peut être sanctionné par une pénalité égale à 25 € par jour ouvré de retard, par site d'intervention.

23.2 Pénalités pour retard d'intervention et de rétablissement lors des opérations de maintenance corrective

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, une pénalité de 50 € par heure de retard au regard des délais figurant à l'article 13.3 du présent CCAP.

23.3 Pénalités pour pour manquement aux obligations administratives du titulaire

Tout retard dans l'édition de devis de maintenance corrective, pourra entraîner l'application d'une pénalité égale à 50€ par jour ouvré de retard.

Tout retard dans la remise du planning prévisionnel, de rapport d'intervention, de procès-verbaux et tout autre documents prévus au présent marché, pourra entraîner l'application d'une pénalité de 50€ par jour calendaire de retard.

Tout retard dans la mise à disposition d'un outil de suivi du contrat tel que prévu à l'article 8 du CCTP pourra entraîner l'application d'une pénalité de 50€ par jour calendaire de retard.

23.3 Pénalités pour dépannage non-concluant

Compte-tenu de l'obligation de résultat associée à la mise en place d'actions palliatives ou curatives suffisantes pour mettre fin au désordre, une intervention sera considérée comme non concluante si le titulaire, en cas de difficulté de diagnostic et de remise en état de marche ou remise en fonction en mode dégradé des équipements concernés, ne s'est pas donné les moyens nécessaires définis ci-dessous, dans les délais de rétablissement prévus à l'article 13.3 du présent CCAP.

Pour mettre fin au désordre dans les délais d'indisponibilité, et suivant la criticité de la panne, il appartient au titulaire de juger de l'opportunité de procéder, dès son arrivée, à :

- l'appel d'un autre niveau d'intervention supérieur ;
- l'appel de renfort ;
- l'approvisionnement sur le site du matériel, outillage, consommables de maintenance en quantité et qualité suffisante.

Il appartient au titulaire de faire la preuve, le cas échéant, que l'intervention non concluante ne lui est pas imputable.

L'intervention non concluante sera considérée comme une intervention non réalisée et donnera lieu à une pénalité égale à 25 € par jour.

Il appartient au titulaire de justifier des causes de son retard, lorsqu'elles lui sont extérieures et qu'elles étaient imprévisibles dans les conditions normales d'exécution, en vue d'être exempté de l'application des pénalités ci-dessus décrites. Les conditions de circulation routières, sauf cas d'exception à démontrer, peuvent être anticipées.

Les retards récurrents sont constitutifs d'une faute du titulaire pouvant mener le représentant du pouvoir adjudicateur à prononcer la résiliation partielle ou totale du marché dans les conditions décrites à l'article 24 du présent CCAP.

23.4 Pénalités pour non-respect des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L8221-5 du code du travail

Le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, les pénalités suivantes :

Tout retard dans la remise de documents demandés, peut entraîner l'application d'une pénalité égale à 50 € par jour ouvré de retard et par type de document concerné à compter du jour d'envoi de la relance de demande de transmission.

De même, si les documents remis ne respectent pas le fond et la forme requis par le présent accord-cadre, il peut être fait application d'une pénalité égale à 50 euros par jour ouvré de retard par document concerné à compter du jour d'envoi de la relance de demande de transmission.

Toute absence non excusée aux réunions diligentées et dûment convoqué par le service bénéficiaire, pourra entraîner l'application d'une pénalité de 100 euros par absence constatée sans qu'il soit réalisé de mise en demeure préalable.

23.5 Pénalités en cas de non-respect des obligations environnementales

En cas de non transmission des documents, justificatifs, attestations ou bilans demandés dans le cadre de l'évaluation du dispositif environnemental mis en oeuvre par le titulaire, une pénalité égale à 50 euros par jour ouvré de retard par document concerné à compter du jour d'envoi de la relance de demande de transmission.

23.6 Tableau récapitulatif des pénalités

Type de prestation	Prestation	Pénalités
Pénalités dans le cadre des dépannages non concluants	Il appartient au titulaire d'apporter la preuve, le cas échéant, que l'intervention non concluante ne lui est pas imputable.	Pénalité de 25€ par jour de retard pour la résolution de la panne
Pénalités pour retard dans l'exécution de la maintenance	<u>Maintenance préventive</u>	Tout retard d'intervention pourra être sanctionné par une pénalité de 25€ par jour de retard.
	<u>Maintenance corrective</u>	Pénalité de 50€ par heure de retard
Pénalités pour manquement aux obligations administratives du titulaire	Tout retard dans la remise des rapports d'intervention, inventaires, audits d'entrées (Audits : inventaire de départ /	Pénalité 50€ par jour de retard

	inventaire exhaustif), audits de démobilisation et autres rapports, mise à disposition de l'outil de suivi	
	Toute absence non excusée aux réceptions de travaux, accompagnement aux opérations de contrôles réglementaires, réunions diligentées par le service gestionnaire technique ou le service ordonnateur	Pénalité de 100€ sans qu'il soit réalisé de mise en demeure préalable.
Pénalités pour retard dans l'établissement de devis	Tout retard dans la réception de devis de maintenance corrective	Pénalité égale à 50 € par jour ouvré de retard.
Pénalités en cas de non-respect des obligations environnementales	non transmission des documents, justificatifs, attestations ou bilans demandés dans le cadre de l'évaluation du dispositif environnemental	Pénalité égale à 50 € par jour ouvré de retard.

Article 24 - Résiliations

L'accord-cadre peut être résilié dans les conditions prévues au chapitre 7 du CCAG-FCS.

Article 25 - Traitement des données à caractère personnel

En cas de traitement de données à caractère personnel, le titulaire est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, le règlement général sur la protection des données (règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

Pour l'application du présent article, et au sens du règlement général sur la protection des données (RGPD) :

- le responsable de traitement est l'acheteur ;
- les sous-traitants sont les titulaires de l'accord-cadre.

La présente clause a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire s'engage à effectuer, pour le compte de l'acheteur, les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

25.1 Description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter, pour le compte de l'acheteur et pour la durée du présent accord-cadre, les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations prévues au présent accord-cadre au profit des services bénéficiaires.

Pour l'exécution de ces prestations et en cas de besoin avéré, la PFRA pourra mettre à disposition des titulaires les données à caractère personnel suivantes : noms, prénoms, fonctions, courriels, téléphones professionnels, direction de rattachement des interlocuteurs des services bénéficiaires.

La transmission de ces données a pour unique but de faciliter la mise en relation avec les services bénéficiaires, et n'autorise en aucun cas un retraitement ou une diffusion en dehors des services concernés des titulaires.

25.2 Sous-traitance des activités de traitement (articles 28.2 et 28.4 du RGPD)

Lorsque le titulaire fait appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe l'acheteur, préalablement et par écrit, de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates de du marché public.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément par l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou tout autre document équivalent téléchargeable sur : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>.

Article 26 - Relations fournisseurs pour le règlement amiable des différends

La réglementation de l'achat public institue comme principe la recherche du règlement amiable des conflits.

Les parties au présent contrat conclu et exécuté de bonne foi, s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation et de coopération, tout différend ou litige qui pourrait survenir relatif à son existence, son interprétation, ou à son exécution.

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire en réclamation exposant précisément les motifs de ce différend et indiquant, le cas échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification.

L'acheteur s'engage à en accuser réception dans les quinze jours. L'acheteur dispose du délai prescrit par le CCAG-FCS pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut décision de rejet du mémoire en réclamation.

Le mémoire en réclamation est à adresser à : pfra@nouvelle-aquitaine.gouv.fr

L'acheteur et le titulaire privilégient le recours au Médiateur interne relations fournisseurs à l'adresse suivante : mediateur-rfar@nouvelle-aquitaine.gouv.fr

En cas de constatation par le médiateur de l'échec de cette médiation interne, les parties peuvent saisir le médiateur des entreprises via le portail suivant :

<https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/mediateur-des-entreprises-contacter-le-mediateur>

En cas d'échec de cette dernière, les parties peuvent saisir le comité consultatif de règlement amiable compétent dans les conditions prévues à l'article R. 2197-1 du code de la commande publique.

Les parties peuvent néanmoins directement saisir le médiateur des entreprises, sans recourir au médiateur interne, ou encore le comité consultatif de règlement amiable compétent sans recourir à une médiation préalable.

La saisine d'un médiateur ou d'un conciliateur doit être effectuée avant l'expiration du délai de recours contentieux.

La saisine d'un médiateur interrompt les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise par l'acheteur ou de la constatation du médiateur de l'échec de sa mission.

Le médiateur interne des ministères économiques et financiers et le médiateur des entreprises agissent comme tierce partie afin d'aider les parties qui en ont exprimé la volonté à trouver une solution mutuellement acceptable.

Le comité consultatif de règlement amiable compétent a lui pour mission de rechercher des éléments de droit ou de fait en vue d'une solution amiable et équitable.

Dans l'hypothèse où le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartient à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause dans le cadre d'un recours contentieux.

Article 27 - Litiges et contentieux

Pour l'exécution du présent accord-cadre, le droit français est seul applicable et les tribunaux français seuls compétents.

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

Ils peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics compétent ou au médiateur des entreprises, conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du Code de la commande publique.

En application de l'article R312-11 du code de justice administrative, la juridiction compétente est le tribunal administratif de Bordeaux dont les coordonnées sont les suivantes :

Tribunal administratif de Bordeaux
9 rue Tastet
33000 BORDEAUX
Tél : 05 56 99 38 00 - Fax : 05 56 24 39 03

Article 28 - Dérogations au CCAG FCS

L'article 2 du présent CCAP déroge aux dispositions des article 3.7.1 du CCAG FCS, 13.3 du CCAG FCS, 14 du CCAG FCS, 30 du CCAG FCS.

L'article 23 du présent CCAP déroge aux dispositions de l'article 14 du CCAG FCS.

ANNEXES

Annexe 1 : Bilan annuel

Annexe 2 : Plan de progrès

Annexe 3 : Conditions d'accès aux services